

Contre l'extrême-droite : la Ligue s'engage

Lors de l'élection présidentielle, grâce à la mobilisation d'un front républicain, l'extrême-droite est restée à la porte de l'Élysée. Mais dès le mois de juin, ce front républicain a explosé lors du deuxième tour des législatives, ce qui a permis au Rassemblement national de faire élire 89 députés à l'Assemblée nationale

L'extrême-droite profite d'une situation de défiance à l'égard des institutions et des élus et responsables politiques, qui se traduit par une abstention désormais majoritaire. Elle se nourrit et participe d'un épuisement démocratique.

Aujourd'hui, le risque est réel de voir la France gouvernée par une extrême-droite xénophobe, nationaliste et autoritaire.

Que restera-t-il de la République indivisible, laïque, démocratique et sociale ?

Les causes profondes de cette crise sont multiples :

- Les inégalités sociales et économiques croissantes, l'explosion de la pauvreté et les profits financiers insolents et indécents ;
- L'hyper-présidentialisme propre à la V^e République qui a été poussé à l'excès lors du précédent quinquennat avec l'instrumentalisation et le détournement du dialogue social et civil ;
- L'affaiblissement et le recul des services publics soumis aux règles du marché ;
- Le sentiment d'abandon, de mépris, l'absence de considération, de reconnaissance dont souffrent des millions d'habitants de notre pays ;
- L'angoisse croissante face à l'urgence écologique en l'absence d'ambition claire et partagée pour changer fondamentalement de voie ;
- Les désordres d'un monde instable avec l'affaiblissement des démocraties, la guerre en Europe et des déplacements contraints de populations ;
- L'absence de projets mobilisateurs ouvrant les voies d'un avenir solidaire ;
- La persistance d'un vote identitaire, xénophobe et nationaliste. Le tout est entretenu voir même produit par certains médias contrôlés par des grands groupes financiers, légitimant dans l'opinion publique les idées les plus nauséabondes.

La mobilisation de la société civile organisée et des grands acteurs du monde social se révèle encore insuffisante ou inadaptée.

La Ligue de l'enseignement ne peut prétendre, à elle seule, inverser cet état des choses. Mais elle a une responsabilité historique et politique à se situer du côté des classes populaires pour leur redonner toute la dignité qui leur a été refusée ces dernières années. Mouvement laïque d'éducation populaire, elle contribue à l'émancipation individuelle et collective. Mouvement démocratique et républicain, elle agit pour la liberté, l'égalité et le progrès social.

Déclaration du Congrès de Metz

La Ligue de l'enseignement est prête à participer à la construction d'une autre République qui saura répondre aux aspirations des citoyen.ne.s à vivre mieux, à vivre bien en paix et en solidarité avec les peuples. Cette République laïque et fraternelle sera construite avec les habitant.e.s et les organisations associatives, syndicales, politiques désireuses de s'engager dans une refondation, porteuse d'une alternative émancipatrice.

Sans attendre, il faut nous mobiliser plus encore au sein des associations, des fédérations, des unions régionales et de la confédération incluant toutes ses composantes :

- Pour participer à la lutte contre la pauvreté et la désillusion sociale ;
- Pour lutter contre la banalisation des thèses d'exclusion de l'extrême-droite et partager cette priorité avec les différents collectifs dont nous sommes membres ;
- Pour faire de l'éducation à l'esprit critique et au décodage médiatique une réelle priorité par la mise en place d'un plan d'éducation et d'engagement ouvert aux jeunes et aux adultes ;
- Pour faire reconnaître et advenir une pleine indépendance des associations, composante majeure de la cohésion sociale et de la vie démocratique.

Aussi, la Ligue de l'enseignement réunie en Congrès le 26 juin 2022 à Metz décide d'engager, sur la base de son plaidoyer, la mobilisation générale du Mouvement.

Elle engage la construction collective, sous l'impulsion du Conseil d'administration, d'un plan d'action.

Ce plan d'action opérationnel sera construit et débattu lors de l'Université de rentrée 2022 et des Journées d'Études des Responsables Fédéraux. Dès maintenant seront sollicités les réflexions des fédérations et des comités nationaux. Ce plan comprendra notamment une adaptation des programmes de formation et sur une information réactive, régulière et renforcée de l'ensemble des adhérents.